

Du pacifisme est-allemand à la guerre polonaise

Après avoir rassemblé des centaines de milliers de personnes en Europe de l'Ouest, voilà que le pacifisme contamine maintenant l'Europe de l'Est, de l'URSS où le Groupe pour l'établissement de la confiance entre l'URSS et les USA recueille quelques 900 signatures en quelques mois, à la Hongrie où les cercles pacifistes rassemblent plusieurs centaines de personnes, de la Tchécoslovaquie où une manifestation officielle pour la paix dégénère en manifestation d'opposition, à la RDA où un dirigeant du Parti doit dialoguer publiquement avec de jeunes pacifistes, à travers tout le bloc la volonté de paix grandit et déborde du cadre officiel.

De Berlin à Varsovie

La RDA est sans doute l'un des pays les plus sages du bloc soviétique: jamais ses dirigeants n'ont remis en cause leurs relations avec Moscou, les intellectuels ne passent pas le stade des protestations ponctuelles et la classe ouvrière, depuis l'insurrection de Berlin et la grève générale de 1953, n'a connu que des grèves localisées et vite réprimées; c'est pourtant dans ce cadre austère qu'a pris forme le plus important mouvement pacifiste de toute l'Europe de l'Est.

À l'origine, l'opposition au militarisme et à la course aux armements se manifestait par de nombreux refus individuels d'accomplir le service militaire, avec le soutien de l'Église évangélique. Mais peu à peu, face à une militarisation croissante, jeunes marginaux, étudiants et travailleurs (chrétiens ou non) se sont retrouvés dans les divers cercles ou colloques sur la paix organisés par l'Église évangélique, et c'est au cours de ceux-ci qu'ont émergé les deux revendications de base de ce mouvement: mise en place d'un service civil et coup d'arrêt à la militarisation de la société.

Depuis, le mouvement pacifiste a grossi, s'est coordonné et émancipé d'une Église qui ne le soutenait que mollement. Sans pouvoir, ni vouloir, faire une liste exhaustive de ses actions, on peut signaler comme temps forts de l'agitation pacifiste en RDA: la diffusion d'une pétition pour le service civil en mai 1981 (6000 signatures dans tout le pays); le lancement de l'«Appel de Berlin» – véritable plate-forme du mouvement pacifiste – en janvier 1982; une manifestation de 2000 personnes à Dresde le 13 février à l'occasion du 37^e anniversaire du bombardement de la ville; une pétition de femmes refusant d'être considérées comme réservistes en automne 1982,...

Il serait dommage de ne pas évoquer également la situation particulière de Iena, où la *Communauté pour la paix* (*Friedensgemeinschaft*) mène depuis quelques années une lutte exemplaire, diffusant badges et pétitions, organisant rencontres et manifestations pacifistes. La plus belle réussite de cette «communauté» est sans doute les événements du 19 mai dernier: ce jour-là, quelque 10.000 personnes assistaient à un rassemblement officiel pour la paix, auxquelles se joignirent quelque 40 membres de la «communauté» avec leurs propres banderoles. Isolés et agressés par les «stasi» ¹ Membres de la police politique, ils ont été soutenus par la foule, alors qu'apparaissaient des banderoles fabriquées dans leur coin par d'autres personnes. Débordés les organisateurs ne purent réprimer cette intervention... et durent laisser des pacifistes prendre la parole et polémiquer avec les orateurs officiels.

«Mon impression est que les activités indépendantes de l'État ne peuvent plus être contrées, même par l'expulsion ou par l'arrestation d'amis, car il y a déjà trop de gens prêts à courir des risques» ² *Tageszeitung* du 24/05/83 déclarait un participant à cette manifestation. Organisé, dynamique et populaire, surtout chez les jeunes, il est certain que

désormais le mouvement pacifiste est un élément important de la «vie» politique es RDA. Il gêne doublement le pouvoir: sur le plan intérieur, il est l'une des premières manifestations d'opposition organisées que connaît le régime; et d'autre part il ruine l'image pacifique qu'il cherche à se donner, tant envers sa population qu'envers les pays occidentaux et leurs pacifistes. Cet embarras se manifeste par le refus d'une répression brutale, qui finirait de détruire cette image de marque. Au lieu de le réprimer ouvertement, le pouvoir cherche donc à récupérer ce courant pacifiste en en écartant les éléments les plus radicaux. ³Ainsi, la RDA a récemment expulsé R. Jahn, l'un des chef de file du Mouvement. À la Pentecôte, le pouvoir a organisé 170 rassemblements et 2800 meetings pour la paix

L'Église évangélique elle-même, berceau du mouvement pacifiste en RDA, semble incommodée par sa radicalisation et son développement – contradictoires avec la recherche du compromis commune à toutes les Églises de l'Est (sinon du monde!). Dès lors, le mouvement pacifiste ne compte que sur ses propres forces et peut exprimer plus clairement ses revendications. Celles exprimées dans l'«Appel de Berlin» peuvent être classées en deux catégories:

- Sur le plan international, créer une paix sans armes par un désarmement bilatéral, la dénucléarisation de l'Europe, la fin de l'occupation de la RFA et de la RDA et un traité de paix entre ces deux pays,...
- Sur le plan intérieur, contre la militarisation de la société, par l'arrêt de la fabrication des jouets guerriers, par le remplacement de l'enseignement militaire par un enseignement pour la paix, la mise en place d'un service civil, l'arrêt des manifestations militaristes et des exercices de défense civile,...

«Créer la paix sans armes, cela ne signifie pas seulement assurer notre propre survie. Cela signifie aussi la fin de ce gaspillage insensé de force de travail et de richesse de notre

peuple pour la production d'instruments de guerre et l'équipement d'énormes armées de jeunes gens qui sont soustraits au travail productif», conclut l'«Appel de Berlin». Le point qu'il faut souligner, c'est comment les pacifistes est-allemands rejettent pareillement les deux blocs. L'écrivain est-allemand S. Heim déclarait, lors d'une rencontre entre pacifistes ouest et est-allemands qu'«il n'y a plus de guerre juste. Elle n'existe pas, elle ne saurait exister, car il n'y a pas de bombes atomiques justes. Les SS 20 sont aussi injustes que les Pershing II.» Outre les déclarations et revendications de ce mouvement, ses liens et sa solidarité avec les pacifistes de l'Ouest prouvent que ce rejet est réel.

À moins d'une centaine de kilomètres de Berlin se trouve la Pologne. Dans ce pays voisin de la RDA, la situation est totalement opposée: la tradition de contestation est profondément ancrée dans la population, aujourd'hui plus que jamais. Pourtant, le mouvement pacifiste n'y est qu'embryonnaire. Le seul indice de pacifisme et d'antimilitarisme que l'on puisse déceler dans le programme de Solidarité se résume à une phrase «Les dépenses d'armement doivent être réduites au minimum, et les moyens ainsi libérés affectés à l'augmentation de la production». ⁴ Des experts de Solidarité avaient élaboré un plan de reconversion des industries d'armement. Et encore, ce souhait est surtout dû à des considérations économiques. À l'opposé, même s'il semble que la direction de Solidarité y soit étrangère, plusieurs déclarations bellicistes ont vu le jour dans sa presse, surtout depuis le coup d'État. On y fustige un mouvement pacifiste (occidental) «dont les activités sont fomentées par Moscou et qui par ses postulats de désarmement unilatéral fait le jeu de l'URSS» ⁵ *Tygodnik Mazowsze* n°39 du 05/0183 in *Bulletin d'Information de Solidarité en France* n°55 du 16/02/83, on y démontre la nature belliqueuse de l'URSS: «Les dirigeants soviétiques ont compris qu'ils avaient perdu la

confrontation pacifique et que chaque année qui passait ne faisait qu'augmenter l'écart, en particulier quant au niveau de vie des masses laborieuses en URSS et en Occident. Ils ont donc été placés devant l'alternative: ou bien s'isoler, à l'instar des années 30, dans le monde communiste en renonçant au statut de puissance mondiale et au droit de diktat politique ou bien faire le dernier pas par détresse et entrer sur la voie de la confrontation armée. C'est ce choix qui a été fait.», on y appelle l'Occident à renforcer son potentiel militaire et à durcir son attitude car, pour les Soviétiques, «une seule chose est capable d'atteindre leur imagination, c'est la peur devant quelqu'un de plus fort»... ⁶ *Myśl Niezależna* n°14 in *Bulletin Inf. Sol. En France* n°55 On a même vu Milewski, représentant de Solidarité à l'étranger, déclarer que «si l'Europe de l'Ouest devenait trop faible, elle serait intégrée au bloc soviétique, comme nous l'avons été il y a quelques années. Et nos chances de conquérir notre indépendance et les droits de l'homme fondamentaux seraient considérablement réduites. C'est pourquoi nous tenons à ce que les démocraties d'Europe de l'Ouest soient en sécurité.»

⁷ *Tageszeitung* du 16/05/83 Ennemis héréditaires de la Russie, conscients que le partage de monde en deux blocs est la source principale de leurs maux, les Polonais ne risquent-ils pas d'être tentés de profiter d'une occasion de guerre, voire la provoquer? C'est le danger que met en évidence un journaliste dans l'un des principaux journaux clandestins, *Tygodnik Wojenny*: «Si Yalta est une malédiction si irréversible que seule la guerre peut y mettre fin, de plus en plus on en acceptera l'hypothèse, mais encore on se mettra à l'espérer».

⁸ *Bull. D'Inf. Sol. En France* n°22.

La malédiction de Yalta

Les attitudes différentes face au problème de la paix en RDA et en Pologne s'expliquent aisément et de plusieurs façons:

- raisons historiques: alors que les deux dernières

guerres qu'a connues l'Allemagne ont été un désastre (national économique, moral,...), c'est à la faveur de la Première Guerre mondiale que la Pologne a retrouvé son indépendance; les accords d'après-guerre (Yalta) ne traitent pas de la même façon l'Allemagne et la Pologne. La première est vaincue, occupée et DIVISÉE, les allemands – à l'Ouest comme à l'Est – ont donc intérêt à ce que le climat international soit détendu, pour éviter tant une séparation encore plus nette qu'une pression accrue des occupants (voir l'installation des Pershing II en RFA). Au contraire, à l'origine du moins, les accords de Yalta réservent à la Pologne comme aux autres Pays de l'Est alliés un sort meilleur, puisque si l'URSS devait effectivement recevoir des garanties de relations amicales avec ces pays, il n'était nullement précisé qu'ils devaient lui être économiquement, politiquement et militairement liés. ⁹ Les accords de Yalta prévoyaient notamment «des gouvernements intérimaires largement représentatifs de tous les éléments démocratiques de la population qui s'engageraient à faire établir, aussitôt que possible, par des élections libres, des gouvernements répondant à la volonté du peuple». C'est donc plus – en apparence du moins – la violation des accords de Yalta que ces accords eux-mêmes qui est la source de l'oppression de la Pologne. Pour obtenir une réinterprétation plus favorable, certains pensent dès lors qu'il faut une pression occidentale accrue sur l'URSS, non seulement pour stopper son avance, mais aussi pour la forcer à restituer ce qu'elle a «volé».

- raisons géopolitiques: placés à la frontière entre les deux blocs, les Allemands sont les plus exposés en cas de conflit, et donc les plus à même de le redouter. Les liens encore forts entre les populations de RFA et de RDA ainsi que l'écho du mouvement pacifiste ouest-allemand favorisent également une prise de conscience des problèmes de la paix.

- raisons politiques: depuis longtemps, la société est-allemande est ultramilitarisée et occupée par les troupes soviétiques, toute montée de la tension internationale signifie donc un durcissement intérieur; en Pologne par contre, du moins avant le 13 décembre, l'armée restait populaire et apparaissait comme un facteur d'indépendance et de libéralisme (en 1956, elle avait soutenu les révisionnistes contre les staliniens). D'autre part, l'absence d'opposition forte en RDA attise les espoirs d'une détente internationale, prémisse d'une libéralisation intérieure, alors que les rapports entre l'État et la société polonaise sont vus avant tout comme une question de rapport de forces intérieur.

Si les situations de ces deux pays sont différentes, les priorités que se sont fixés les mouvements est-allemand et polonais le sont tout autant. En RDA, les pacifistes combattent certes la rupture des relations avec l'Ouest et la course aux armements comme obstacles à la libéralisation et au rapprochement entre les deux Allemagnes, mais ils ont avant tout la volonté de réduire les risques de guerre, avec toutes les conséquences qui l'accompagneraient.

En Pologne, la lutte se situe sur un autre plan: «L'idée de liberté et de complète indépendance nous est chère. Nous favoriserons tout ce qui renforce la souveraineté de la nation et de l'État, tout ce qui permet le développement de la culture nationale et la connaissance de notre héritage historique. Nous considérons que notre identité nationale doit être pleinement respectée» déclare le programme de Solidarité. Dans cette optique, l'opposition polonaise a rarement considéré les relations internationales autrement que comme un facteur dont il fallait tenir compte dans la recherche de l'indépendance. ¹⁰ Il faudrait revenir sur la conception de l'indépendance de l'opposition polonaise. Cet objectif principal, outre qu'il exacerbe chez certains les sentiments patriotiques et bellicistes, déforme profondément la vision

qu'a l'opposition polonaise de la situation internationale. Dès lors que son but est l'émancipation de la Pologne, son seul adversaire est l'Union soviétique, et l'Occident (le monde libre!) une force à utiliser dans la lutte contre cet adversaire. Plus encore que la déformation de sa vision du monde, la recherche de l'indépendance rend l'opposition polonaise plus ou moins indifférente aux questions internationales, comme elle l'est trop souvent vis-à-vis de l'opposition dans les autres pays de l'Est. Quand les journalistes du *Tageszeitung* interviewaient Milewski au sujet de la guerre froide, celui-ci répondait: «Que signifie pour nous la guerre froide? Nous avons déjà aujourd'hui une guerre bien réelle en Pologne! Ainsi, pour nous la guerre froide est quelque chose de lointain, dont nous ne nous soucions pas...».

¹¹ *Tageszeitung* du 16/05/83.

«C'est si éloigné de nos problèmes» (Milewski), cette réaction courante face à la situation internationale est sans doute le principal reproche que l'on puisse faire à l'opposition polonaise. C'est elle, plus qu'une véritable volonté de guerre ou une sympathie sans réserve pour l'Occident, qui est la cause des ambiguïtés de Solidarité. Car beaucoup de militants de l'opposition polonaise ne considèrent les démocraties occidentales ni comme un modèle, ni comme un soutien véritable et désintéressé. «Pour la droite (les gouvernements de l'Ouest), seul Moscou est un interlocuteur réel, et la Pologne ne compte que dans la mesure où elle peut empoisonner la vie à Moscou; une Pologne vaincue par Moscou cesse d'intéresser la droite; Yalta en est le meilleur exemple», écrit D. Warszawski dans *KOS*. Les véritables bellicistes, quant à eux, sont encore moins nombreux que les ultra-nationalistes. «Les polonais ont toujours aspiré à l'indépendance, ils n'ont jamais accepté Yalta. Ce qui ne veut pas dire que les Polonais sont prêts à risquer une tragédie nationale en demandant à sortir du Pacte de Varsovie». ¹²S. Blumsztajn, représentant de Solidarité en France, dans *Que faire aujourd'hui* n°18. Pour compléter ce

tableau, il faut mentionner l'initiative d'une fraction de la résistance de Varsovie, les KOS (Comités de Défense sociale), qui ont annoncé début juillet qu'ils se solidarisaient avec le mouvement pacifiste occidental. ¹³ *Bull. D'Inf. De Sol. En France* n°68 du 27/07/83.

Certes, comme nous l'avons vu, les priorités, les stratégies et les actions de l'opposition polonaise et du pacifisme est-allemand ont peu de points communs. Par contre, le problème qui les sous-tend est le même: la remise en cause de la division de l'Europe (du monde?) en deux blocs, le refus de la «malédiction de Yalta». Toutes les différences qui, à partir de ce fond commun, séparent l'opposition polonaise du pacifisme est-allemand viennent du fait qu'en Pologne, c'est avant tout les conséquences sociales et politiques de Yalta qui sont sur la sellette, alors qu'en RDA, ce sont surtout les conséquences «diplomatiques» et militaires.

Mais, de même que la conception polonaise de l'indépendance englobe des notions de liberté et d'autogestion, la lutte pour la paix en RDA a une dimension réellement politique: «de même que la lutte pour la paix et la protection de l'environnement en RFA inclut la lutte contre les monopoles, chez nous, déjà rien que pour se procurer des moyens d'expression, elle ne peut qu'être liée à un éclatement de la dictature des bureaucrates politiques» écrit à ce sujet un pacifiste est-allemand. ¹⁴ *Tageszeitung* du 09/03/82. Les deux mouvements s'accordent en tout cas sur ce point: la situation internationale, entretenue par les deux blocs, n'est pas acceptable. L'«Appel de Berlin» évoque «l'équilibre de la terreur (qui) n'a pu jusqu'à présent empêcher la guerre nucléaire qu'en la remettant sans cesse à demain», *Tygodnik Wojenny* de son côté déclare: «Ceux qui acceptent en tant que réalité inéluctable la malédiction de Yalta sont condamnés aujourd'hui à la perspective de la guerre. Ce sont ceux qui chantent les louanges du *statu quo* qui sont les semeurs de guerre. La paix européenne et mondiale ne peut être sauvée que

par ceux qui se révoltent contre le régime, qui ne croient pas en son intangibilité, ceux qui brisent les chaînes.» ¹⁵ *Bull. D'Inf. De Sol. En France* n°22.

La seule paix que refuse l'opposition polonaise est celle qui passe sur le cadavre des libertés et des nations celle au nom de laquelle Jaruzelski a proclamé l'état de guerre, et au nom de laquelle les démocraties de l'Ouest ont, par exemple, abandonné la Tchécoslovaquie en 1938, puis trente ans plus tard.

Construire la paix...

Même si les mouvements polonais et est-allemands ne mettent pas l'accent sur les mêmes aspects de la paix, leur vision globale de celle-ci est semblable. On peut la définir ainsi:

- le refus de Yalta s'explique par l'aspiration à une Europe indépendante des deux blocs, condition de la paix dans cette région du monde et entre les nations qui la composent: l'«Appel de Berlin» évoque une Europe «dénucléarisée»;

- «il faut l'envisager de telle manière qu'elle comporte le soutien aux aspirations nationales.» ¹⁶S. Blumsztajn, représentant de Solidarité en France, dans *Que faire aujourd'hui* n°18. Si la paix, en effet, n'en tient pas compte, elle ne sera ni effective ni louable;

- aspect complémentaire de ce deuxième point, la paix ne doit pas passer par dessus les libertés, mais au contraire les favoriser. «Le seul point où nous pouvons et nous devons nous rejoindre (avec les pacifistes), c'est la dignité humaine. Mais la dignité humaine n'est qu'un point de départ dont découlent de nombreuses conséquences différentes. Comment peut-on obtenir le respect de la dignité humaine? Une quantité de choses doivent être obtenues dans les domaines économique, politique, de la culture et de l'enseignement,... Et dans le domaine militaire, le désarmement » (Milewski). ¹⁷ *Tageszeitung* du 16/05/83.

En accord sur ces grandes lignes, pacifistes est-allemands et oppositionnels polonais se séparent sur la stratégie à suivre pour imposer cette paix. Pour les premiers, elle se résume en un slogan: «Frieden schaffen ohne Waffen» (Construire la paix sans arme). Comme nous l'avons déjà vu, les propositions de l'«Appel de Berlin» vont surtout dans le sens d'une démilitarisation tant des nations que des esprits, et d'un désarmement bilatéral et généralisé.

Pour l'opposition polonaise, au contraire, ce ne sont pas des mesures diplomatiques ou militaires qui peuvent amener la paix, mais l'émergence et le triomphe du mouvement social. «Une victoire de Solidarité dans sa lutte contre le régime serait un énorme succès de la gauche européenne. Ce serait la preuve de la puissance et de la résistance de la classe ouvrière, cela renforcerait l'espoir d'une coopération politique internationale du monde du travail européen, seule chance de reconquête de l'indépendance par notre continent, dont la politique est déterminée aujourd'hui par la stratégie globale des deux grands» (D. Warszawski). Seules les sociétés européennes en lutte pour leurs propres liberté et indépendance peuvent fournir le cadre nécessaire à la paix. Alors que le pacifisme est-allemand prône une pression sur les gouvernements en faveur de la paix, l'opposition polonaise voit dans la libération des sociétés européennes le préalable à celle-ci. Il faut dire que, pour l'instant du moins, les contestataires est-allemands ont moins à attendre de leur population que leurs homologues polonais...

Les idées des pacifistes est-allemands sur la paix et le rejet des deux blocs sont sans doute plus élaborées et intéressantes que celles de l'opposition polonaise, mais celle-ci a l'avantage d'intégrer la paix à un combat plus général, et de montrer qu'en fait elle ne peut pas être le résultat d'une négociation entre États, même soutenue par leurs populations. Pour nous, libertaires, toutes ces conceptions sont complémentaires plutôt que contradictoires: au lieu de rejeter

les pacifistes est-allemands parce qu'ils se cantonnent à la lutte pour la paix et espèrent encore sa mise en place par des voies institutionnelles ou l'opposition polonaise pour sa vision condamnable de la réalité internationale, nous devrions nous attacher à encourager chez chacun de ces deux mouvements ce qu'il leur manque le plus: tout comme les est-allemands doivent comprendre que les questions internationales sont étroitement liées aux questions économiques, sociales et politiques, l'opposition polonaise doit prendre conscience que le monde n'est pas divisé entre le Bien et le Mal, mais entre deux blocs qui, au delà des nuances, se valent et se ressemblent.

Pour finir, je voudrais évoquer une situation historique que tous ceux qui soutiennent l'Ouest contre l'Est au nom de la liberté, tant dans les milieux libertaires que dans l'opposition est-européenne, devraient méditer. Lors de la première guerre mondiale, plusieurs libertaires ont appelé à soutenir la France contre l'Allemagne car, disaient-ils, une victoire allemande signifiait le triomphe du socialisme autoritaire sur le socialisme libertaire, et plus généralement de la barbarie sur la liberté. Or, si la guerre a nui au mouvement libertaire, ce n'est sûrement pas parce que l'Allemagne a gagné! C'est tout simplement parce que quatre ans de guerre ont décimé en grande partie les rangs des militants libertaires et syndicalistes révolutionnaires, envoyés en premières lignes.

Avril